

DECLARATION COMMUNE CFDT/CGT/CFE-CGC/FO/FSU/UNSA

Monsieur le SGARE,
Madame l'adjointe du SGARE

Après une année difficile concernant le plan sanitaire due essentiellement à la pandémie liée à la COVID 19, pour laquelle une deuxième vague arrive, l'Action Sociale au quotidien a, elle, été propulsée au premier rang tout en étant aussi une victime collatérale.

Les agents de l'Etat ont fait preuve d'un engagement sans faille au plus fort de la crise, comme toujours.

La SRIAS Grand-Est, à travers ses membres a été exemplaire. Ils ont dû prendre contact avec les partenaires pour discuter de la faisabilité de l'action ou non, annuler et remplacer certaines sorties en relation avec notre seul correspondant administratif.

D'ailleurs, nous nous félicitons du recrutement pérenne de notre correspondant après un travail de longue haleine, nous pourrions citer ici les nombreuses interventions de nos représentants nationaux auprès des différentes strates de l'Action Sociale, du Président et Vice-Président auprès de vos services et la patience de notre correspondant qui subissait lui une certaine précarité.

C'est une grande avancée qui n'est malheureusement pas suffisante !!!

Notre budget a augmenté de 25% en moins de 2 ans, le nombre de berceaux de près de 20%, la charge de travail s'en est trouvé fortement alourdie. Le nombre d'actions famille a fortement augmenté et nécessite un temps de travail de plus en plus important que ne peuvent absorber ni nos présidents, ni les membres des commissions et encore moins le correspondant administratif très sollicité. L'action de la SRIAS est de plus en plus connue et les demandes des agents explosent.

C'est pourquoi notre très grande région nécessite la création immédiate d'au moins un demi ETP supplémentaire au siège de l'instance à Metz.

Le découpage géographique ne peut et ne doit pas être un frein au développement de notre SRIAS...

Dans la continuité, nous ne pouvons tenir sous silence le départ programmé de notre CASEP laissant un poste vacant et un manque d'interlocuteur pour notre instance, faisant craindre un grand retard dans la prise de décision, pour exemple la finalisation des conventions du logement d'urgence...

Jusqu'à quand devons nous attendre ?

L'absence de restauration collective s'est d'ailleurs fait sentir durant cette période rendant les conditions de travail des collègues d'autant plus difficiles. C'est avec plaisir que les collègues ont retrouvé l'accès à une restauration collective. Cependant cette reprise ne se fait pas sans difficultés.

Nous demandons dès à présent une politique transparente de l'administration visant à soutenir les restaurants inter administratifs et favoriser leur accès dans le respect des mesures barrières. Nous demandons dès à présent, les chiffres concernant le nombre de repas servis depuis le mois de septembre dans les différents restaurants inter administratifs de notre région.

Pour finir, la situation administrative du président et vice-président n'est toujours pas clarifiée depuis près de 18 mois. Aucun arrêté officiel de mise à disposition n'a été promulgué ni de convention signée.

Madame, Monsieur nous attendons des réponses rapidement, la SRIAS Grand Est via l'investissement de ses représentants mérite une réelle stabilité.